Chaulnes: trois salariés, un entrepôt mais plus de boulot

PUBLIÉ LE 23/01/2017

VINCENT FOUQUET

Réagir

0 partage

PARTAGER

TWITTER

GOOGLE+

Le **journal** du jour à partir de **0,75 €**

Trois salariés d'une plateforme Adrexo ne peuvent plus travailler depuis début décembre, faute d'approvisionnement et de machines. La situation commence à être invivable pour eux.

- A +

Les paroles de la chanson *Poil dans la main* de Jacques Higelin sont, en partie, d'actualité. Car si les salariés de la plateforme Adrexo de Chaulnes n'ont pas de poil dans la main, ils sont *« payés à rien foutre »* depuis le 1er décembre. Et pour eux, il n'est pas *« doux de rester sans rien faire »*. La situation devient même insupportable : depuis 55 jours, ils sont quotidiennement dans le bâtiment, de 7 à 14 heures... à regarder le temps passer. À essayer de comprendre la situation. À craindre pour leur avenir. À attendre en vain des réponses d'une direction à qui ils ont téléphoné, à qui ils ont envoyé courrier et mails, se heurtant à son silence.

Il y a 55 jours, la plateforme a été vidée de son matériel, de ses machines. Ne restaient alors qu'un bureau, un vestiaire et quatre chaises, qui ont été emportés vendredi 20 janvier, par une équipe dirigée par un homme qu'ils surnomment « *le missionné* ».

Cet homme, c'est Yann Jacquemin. « *Vendredi, il nous a encore proposé une rupture conventionnelle de nos contr ats*, raconte les trois derniers salariés. *Nous lui avons répondu que nous n'avions pas de réponse à lui donner. Il a montré l'entrepot vide et il est parti en nous disant qu'il remonterait l'information aux ressources humaines* ». Missionné par Adrexo, Yann Jacquemin répond sobrement : « *Je n'ai aucun commentaire à faire* ». Il a juste prévenu les salariés qu'ils recevront un courrier recommandé cette semaine.

« Nous allons arrêter l'exploitation
de la plateforme de Chaulnes début 2017 »

Et du côté de la direction d'Adrexo ? Hubert Altieri, directeur logistique et gestion transport, est un brin agacé : « *Contactez notre service communication afin d'avoir les informations, s'il estime nécessaire de vous les donner* ». Service communication qui n'a donc pas jugé utile de le faire, n'ayant pas répondu à notre sollicitation téléphonique. Hubert Altieri était beaucoup plus causant lorsque, le 6 octobre à 14 h 18, il a rédigé un mail que nous nous sommes procurés, dans lequel il écrit : « *Nous allons arrêter l'exploitation de la plateforme de Chaulnes dès le début de l'année 2017* (...) *Il nous faut informer dès à présent nos clients, avec pour objectif de boucler ce dossier fin novembre.* » Et il précise que « *Yann Jacquemin* (et un autre salarié) *ont déjà engagé une action* ». Il termine son mail en écrivant : « *Sans parler de confidentialité, j'attire votre attention sur l'aspect sensible de cette future organisation logistique, qui réclame une attention toute particulière vis à vis des équipes de la plateforme* ».

Une attention particulière ? Le terme fait sourire les derniers salariés du site, pour qui cette « *attention toute particulière* » se résume de la sorte : « *Au début de l'été 2015, nous étions une cinquantaine à travailler ici, dont beaucoup d'intérimaires. Nous faisions du tri et de la préparation de publicités. Mais à partir de la rentrée 2015, les intérimaires ont été remerciés, nous nous sommes retrouvés à 9. L'été dernier* (2016), *nous avons commencé à ne plus voir de patron, il n'y avait plus de gestion. Deux des neuf salariés ont été reclassés dans d'autres sites, des propositions de ruptures conventionnelles ont été faites aux sept autres. Trois ont accepté.* ». Le premier des quatre restants tombe malade pour une longue durée. La deuxième verra son CDD s'achever le 31 janvier. Les deux derniers sont régulièrement relancés pour une rupture de contrat, avec un chèque à la clé. Ils refusent, le jugeant trop faible après 26 et 15 ans de services.

Voilà comment, depuis le 1er décembre, le trio restant est quotidiennement à son poste de travail, sans pouvoir travailler. « *Mardi dernier* (le 17 janvier), *nous sommes allés à Amiens, à l'inspection du travail, pour dénoncer cette situation. On ne sait rien, on ne sait plus qui est notre hiérarchie, pour qui on est censé travailler. On attend le travail, qui ne vient pas. On en a marre de ne rien faire, ça nous use.* » On est loin du *Travail c'est la santé* d'Henri Salvador, et de son refrain « *Rien faire c'est la conserver* ».

Adrexo vient d'être racheté par Hopps

Adrexo distribue chaque année 9 milliards de prospectus publicitaires. L'enseigne est en proie à des difficultés financières. Ancienne filiale de SPIR Communication, filiale du groupe Ouest-France, elle a été rachetée le 3 janvier pour l'euro symbolique par une holding composée de trois repreneurs, deux dirigeants de Colis Privé (distribution de colis au domicile des particuliers), et un troisième, dirigeant de Cibléo (spécialisé dans la création de réseaux de distribution sur mesure). Le trio a obtenu 58 millions de SPIR pour redresser Adrexo, désormais appelé HOPPS. Son objectif est de développer des passerelles entre Cibléo, Colis Privé et Adrexo, afin de développer les trois entités, et de passer d'un chiffre d'affaires de 430 à 600 millions d'ici 2019. La direction de Hopps assure que l'emploi sera pérennisé chez Adrexo, et que des synergies commerciales seront développées entre les 3 entreprises, qui comptent au total 20 000 salariés répartis sur 250 sites.